

Claudine

FARABUNDO

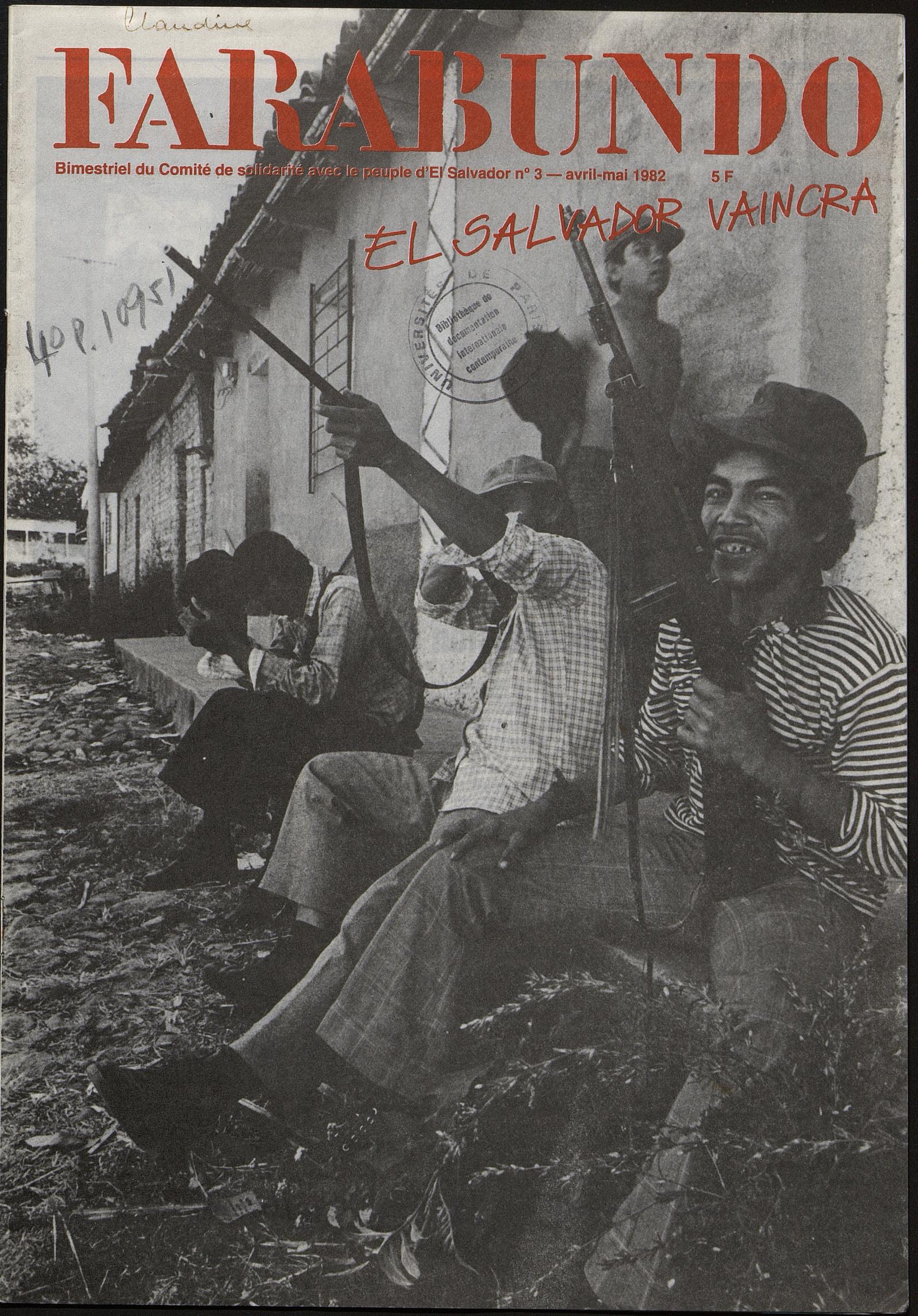
Bimestriel du Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador n° 3 — avril-mai 1982

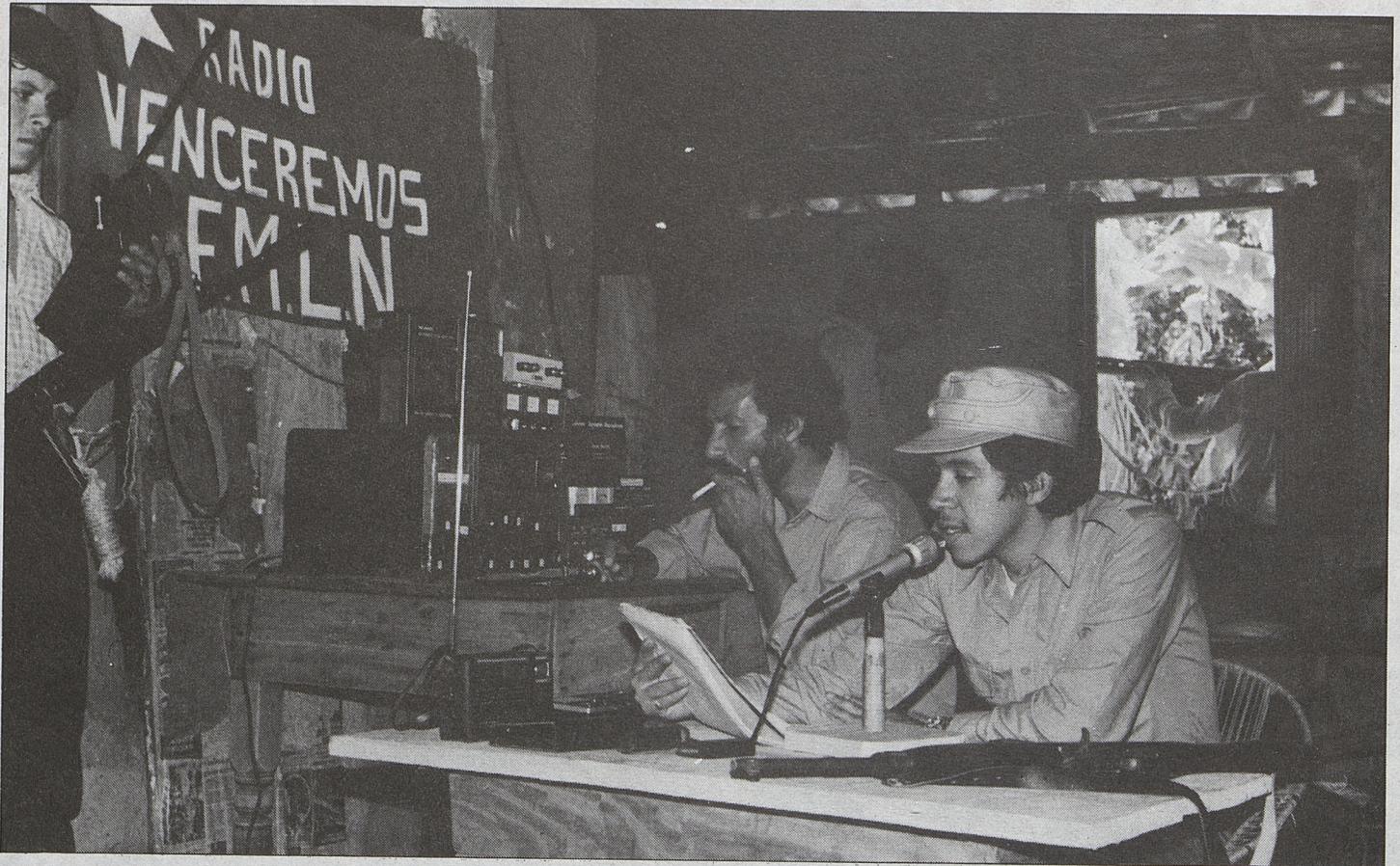
5 F

EL SALVADOR VAINCRA

UNIVERSITÉ DE PARIS
Bibliothèque de
Documentation
Internationale
contemporaine

40 P. 10951





Une radio qui est la décision de tout un peuple

Il est six heures du matin dans un campement de la guérilla et la population du village se rassemble dans la cour d'une ancienne hacienda transformée en quartier général de l'armée populaire. C'est l'heure de la pause après deux heures d'intense activité et les paysans, leurs femmes et enfants partagent le petit déjeuner en compagnie des combattants.

C'est le moment choisi par Radio-Venceremos pour émettre un premier bulletin d'information. Deux fois par jour depuis une année la radio du FMLN-FDR diffuse son signal de liberté sur toute l'étendue du territoire salvadorien. En informant la population sur l'avancée des différents fronts de guerre, l'organisation de la vie dans les zones contrôlées par le FMLN-FDR, la situation internationale, en diffusant les communications du Front, Radio-Venceremos a battu en brèche la politique de désinformation que la junte espérait imposer par la censure et le contrôle de tous les moyens de communication.

L'émission du soir est suivie de discussions politiques entre les combattants, les miliciens et la population incorporée aux tâches de défense, de production, de santé et d'éducation de la zone contrôlée.

Farabundo n° 3

Dans les villes soumises au contrôle répressif de l'armée gouvernementale, la réception d'émissions de Radio-Venceremos s'effectue clandestinement. Des cercles clandestins d'auditeurs se sont constitués dans les quartiers et c'est au nez et à la barbe de la dictature que le peuple s'informe de tout ce qu'il se passe dans les usines, les campagnes, les écoles et même les prisons du pays.

Pour écouter et débattre des émissions de Radio-Venceremos, les cercles d'auditeurs doivent changer régulièrement de maison organisant avec les enfants un système de sécurité qui permette de prévenir une descente de l'armée pendant la réunion. Les émissions sont enregistrées sur cassettes et rediffusées ensuite sur les lieux de travail, les écoles et les marchés. Les cercles d'auditeurs transmettent des messages à Radio-Venceremos pour informer de leurs luttes et faire part de leurs remarques. Après une année de transmission quasi ininterrompue, la consigne de Radio-Venceremos « *Chaque combattant, chaque milicien, chaque révolutionnaire à l'usine comme à la campagne... un reporter de Radio-Venceremos* » est devenue une réalité.

Pour préparer l'insurrection

Le rôle de Radio-Venceremos est aussi de préparer la population à l'insurrection et il n'est pas rare d'entendre le commentateur expliquer à l'antenne comment fabriquer les bombes artisanales, préparer une trousse de soins d'urgence, ou encore expliquer une tactique de guérilla urbaine.

Dans les camps de réfugiés situés à l'intérieur du pays et contrôlés en permanence par les militaires et les para-militaires des cercles d'auditeurs clandestins se sont aussi constitués.

Pour les 500 000 Salvadoriens réfugiés dans toute l'Amérique centrale et qui fuient la répression de l'armée, Radio-Venceremos constitue le seul lien avec leurs familles restées au pays pour continuer la lutte.

Plus qu'une radio, Radio-Venceremos est la voix d'un peuple décidé à lutter et à vaincre.

Radio-Venceremos — voix officielle du FMLN — a réussi son principal objectif, celui d'informer le peuple salvadorien sur l'évolution de notre lutte et l'appui international que nous recevons.

Mais nous voulons être aussi, le moyen de communication entre le peuple salvadorien et les peuples du monde ; c'est ainsi qu'est née notre correspondance pour l'Europe à Paris.

Soutenir Radio-Venceremos, c'est soutenir le moyen d'expression du peuple salvadorien. □

Pour toute information, adressez-vous à la permanence, tous les jours de 10 h à 14 h au 271.81.45.

Pour vos chèques, libellez les au nom du FDR et envoyez les à :

**Radio-Venceremos/Armijo
81-83 rue de la Verrerie
75004 Paris**

So

Rad
obje

En p
fois,
trava
conc

La s
pauv

Souv

L'Ég
de la

Com
l'acti
déve

Poés

Aujo
au Sa
l'ind

Il est
origi

« Ma
de ba
les ca

Le P
d'avi
junte

Plus
concr
interv

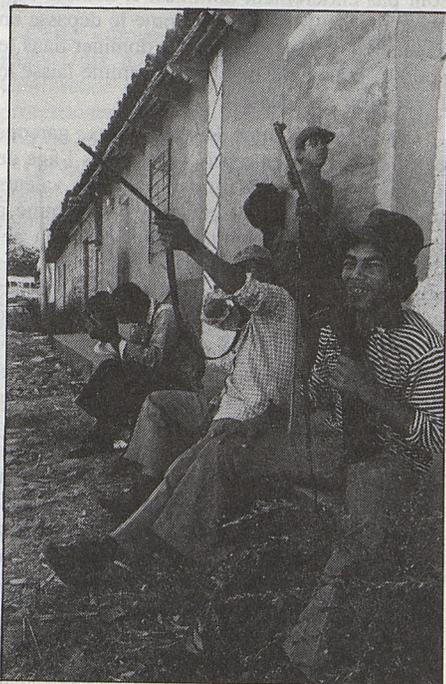
Au G
révol
leur u



Direct
Bimest
68, rue
Numér
Imprim
Tél. :
Photog
Pierre

Sommaire

Radio Venceremos a réussi son objectif, celui d'informer le peuple	2
En pleine guerre et pour la première fois, les femmes se livrent à un travail de réflexion sur leur condition	4
La solidarité de l'Eglise avec les pauvres	5
Souvenir de Mgr Romero	6
L'Eglise populaire est un des piliers de la vie communautaire	7
Comme toutes les activités au Salvador, l'activité culturelle est entravée dans son développement par l'oligarchie	8
Poésie	9
Aujourd'hui, la politique de Reagan au Salvador commence à soulever l'indignation de ses concitoyens	10
Il est nécessaire de remonter aux origines du conflit	11
« Malheureusement nous n'avons pas de bandes élastiques pour immobiliser les cassures »	12
Le Pentagone annonce la livraison d'avions de haute technologie à la junte de Duarte	13
Plus que des menaces, des faits concrets caractérisent l'escalade interventionniste	14
Au Guatemala les forces révolutionnaires consolident leur unité	15



Directrice de la publication : Solange Ameye.
 Bimestriel d'information du Comité Salvador
 68, rue de Babylone, 75007 Paris.
 Numéro de commission paritaire : en cours
 Imprimerie : Rotographie (Montreuil).
 Tél. : 859.00.80.
 Photographies : Christian Poveda, Jean-
 Pierre Sellers.

Affirmer notre solidarité

Au Salvador il y a deux combats. Celui mené par le peuple pour la liberté, la démocratie et l'autodétermination. Et celui mené par la junte assistée par l'impérialisme nord-américain contre les aspirations populaires.

L'intervention directe des Etats-Unis n'est plus à démontrer. Elle se fait ouvertement, avec cynisme. Elle est la cause fondamentale de la prolongation de la guerre. Elle se fonde sur des arguments fallacieux et mensongers. Les porte-paroles de la Maison Blanche après avoir échoué avec leur paquet de « preuves » que constituait le « Livre blanc », mal ficelé par les experts en faux de la CIA, accusent maintenant le Nicaragua et Cuba d'intervenir au Salvador sans se soucier d'apporter la moindre preuve. Le seul argument des impérialistes, mais celui inavouable, est leur détermination avec leur « politique d'endiguement » s'opposant à la marche en avant des peuples du tiers-monde. Quiconque ose contrarier leurs desseins, Reagan, Haig, Enders et autres consorts le déclarent « agent du terrorisme international ». Les impérialistes assurent qu'ils sentent menacés leurs « intérêts vitaux ». Par qui ? Par les peuples qui veulent disposer souverainement de leurs ressources naturelles, qui essayent de sortir du sous-développement, qui désirent ardemment déraciner la misère de leurs sols.

Mais en envoyant des avions, des hélicoptères et des bombes à la junte militaire, le gouvernement des Etats-Unis ne menace pas seulement les intérêts vitaux des Salvadoriens, il tue.

Le peuple nord-américain manifeste de plus en plus son opposition à la politique interventionniste de Reagan. L'exigence d'entamer des négociations avec les représentants du peuple, le FMLN-FDR, grandit même parmi les sénateurs. Personne ne croit que les élections de mars pourront résoudre quoi que ce soit au Salvador.

« Si les Américains veulent fournir une aide médicale au peuple salvadorien, ils doivent le faire par l'intermédiaire des insurgés », a affirmé au cours d'une conférence de presse à Washington, Edward Asner, président du Syndicat des acteurs, et fondateur de l'association Aide médicale pour le Salvador.

En France, les Comités de solidarité avec le peuple du Salvador ont lancé une campagne pour récolter un million pour la résistance salvadorienne. Cette campagne doit prendre de l'ampleur, mais déjà nous pouvons affirmer qu'elle est bien entamée.

Au Salvador il y a deux combats. Nous avons choisi notre camp, celui du peuple. Si le gendarme impérialiste s'agite pour faire peur et empêcher le peuple salvadorien de conquérir sa liberté, tous les peuples doivent se dresser devant lui. Les Français ne peuvent manquer à ce rendez-vous de la solidarité.

La femme salvadorienne dans la révolution

Femmes violées, humiliées, meurtries, femmes qui subissent plus que tout autre secteur de la société l'oppression de la dictature, femmes qui retrouvent assassinés au matin leur époux, leurs enfants, leurs frères, les femmes salvadoriennes, en pleine guerre et pour la première fois, se livrent à un travail de réflexion sur leur condition de femme dans la société salvadorienne. A partir des témoignages recueillis par l'Association de Mujeres de El Salvador (AMES), elles publient, en novembre 1981 un document qu'elles présentent au premier séminaire sur la participation de la femme latino-américaine dans les organisations sociales et politiques, à l'université de Costa Rica.

Roxana est l'une des ces femmes, étudiante, affiliée au Movimiento Estudiantil Revolucionario (MERS). C'est à partir de son témoignage et du document publié par l'AMES que nous avons construit cet article.

« Nous cherchons à libérer notre patrie de l'impérialisme, des dictatures, des bourgeoisies, tout en travaillant simultanément sur la condition spécifique de la femme et sa condition d'opprimée dans le cadre du système capitaliste et patriarcal ». C'est ainsi que les femmes salvadoriennes expriment les deux axes fondamentaux de leur lutte : il y a une lutte globale contre la société capitaliste dans laquelle elles vivent et lutte spécifique des femmes en tant que telles.

Dans cette société, les rôles sont répartis traditionnellement selon le sexe. Constamment marginalisée, la femme n'a pas le droit à la parole ; reléguée dans le domaine domestique, elle n'a droit à aucune participation ni sociale, ni politique. Lorsqu'elle travaille au dehors, elle doit accepter des tâches mineures, pour lesquelles elle reçoit toujours un salaire inférieur à celui de l'homme. Le taux d'analphabétisme féminin est la preuve de sa marginalisation : à la campagne, on compte 71,4 % de femmes analphabètes contre 61,3 % d'hommes ; en ville le rapport va du simple au double. Dans la famille — principal pilier de la société capitaliste — la femme assume le rôle fondamental de reproductrice de la force de travail. C'est à elle qu'incombent toutes les tâches domestiques : préparation des aliments, entretien de la maison, éducation des enfants, en fonction des normes exigées pour la reproduction d'une nouvelle génération de travailleurs.

Solidaires dans les luttes

Durement affectées dans leurs foyers par les mesures économiques anti-populaires, par la répression qui s'abat sur les hommes de leur familles, les Salvadoriennes commencent très tôt à se mobiliser. Leur lutte est alors solidaire de celle des hommes. La revendication politique est chez elles antérieure à la lutte spécifique des femmes, précise Roxana. Elles font alors pression sur les autorités et

les patrons pour exiger des augmentations de salaires et le droit au travail. Femmes, mères ; filles de disparus et de prisonniers politiques, elles se groupent en comités pour exiger leurs libérations.

Au milieu des années 70, alors que le peuple salvadorien s'engage massivement dans la lutte contre la dictature, les femmes ressentent le besoin de s'organiser et d'adhérer à une organisation politique. Elles participent au travail d'agitation, de propagande, d'organisation et même à la lutte armée. En 1978, naît l'organisation qui donnera plus tard naissance à AMES, comme moyen d'incorporation des femmes qui, du fait de leur condition particulière, n'avaient pu s'engager dans la lutte populaire.

Actuellement, la femme salvadorienne est intégrée dans les organisations de masse qui font partie du FDR, ainsi que dans les organisations politico-militaires du FMLN : des milliers de femmes combattent les armes à la main, dans la milice, dans la guérilla et l'armée populaire de libération (EPL). Dans toutes ces organisations on les retrouve à la base comme aux postes de direction.

Conscientes de leurs droits

Roxana ajoute que le pourcentage des femmes engagées varie selon les organisations et selon les zones de combat : assez bas dans les unités de combat de l'armée populaire, il est bien plus élevé dans la guérilla, les milices et les organisations d'auto-défense.

Mais dans bien des cas, la femme qui s'engage aux côtés des hommes ne pose pas pour autant ses revendications en tant que femme. Roxana nous cite l'exemple de la femme paysanne. Celle-ci, parce qu'elle fait partie du secteur le plus exploité et donc l'un des plus conscients, a adhéré très tôt, et avec toute sa famille aux organisations de masses, telles que FECCAS ou UTC. Mais sa vie traditionnelle n'a pas changé : la femme a continué à travailler chez elle et aux champs, elle a fait des enfants pour assurer la permanence de la cellule familiale. Elle n'a pas ressenti immédiatement, comme d'autres femmes dans des secteurs différents de la société, la rupture

qu'impose le militantisme et la nécessité d'aller plus loin.

Cependant on assiste en ce moment à une transformation profonde des valeurs traditionnelles, dans les zones où la révolution est en marche dans les zones contrôlées où le pouvoir populaire est instauré. Là, il n'est plus question de rôles traditionnels, l'organisation de la société se fait selon les capacités de chacun : hommes et femmes se retrouvent à la cuisine et aux récoltes comme au combat. Dans ces zones sous contrôle, la femme participe à des besognes collectives, de ravitaillement ou de guérilla : la noyau familial est rompu. La femme qui n'est plus seule avec son mari prend alors conscience de son rôle de femme et de ses droits ; se rapprochant de camarades d'autres secteurs de la société (étudiantes, ouvrières, enseignantes) elle s'alphabétise et surtout se politise : elle s'interroge alors sur sa propre participation à la reconstruction de son pays après la victoire de la révolution.

Enfin les femmes prennent la parole et leur voix se fait entendre hors des frontières du Salvador. Les femmes rendent la communauté internationale témoin et garant de leurs acquis. Elles ont conscience que le rapport de subordination des femmes aux hommes et la division des rôles sont antérieurs au système capitaliste. Elle savent que changer les structures d'une société ce n'est pas tout, et ce droit à la parole qu'elles ont acquis, elles entendent bien le garder. Elles ont conscience qu'une fois la victoire acquise, les hommes voudront alors retrouver leur supériorité. Roxana dit bien que même chez les couples jeunes (35 ans) qui sont engagés dans la lutte, les valeurs traditionnelles subsistent, les problèmes dus à la jalousie et au machisme ne sont pas entièrement dominés. L'homme supporte mal parfois que la femme le dépasse en capacités, il veut continuer à dominer dans le couple, et conçoit mal que sa femme laisse le foyer pour s'engager.

Les jeunes comme Roxana, ceux, garçons et filles qui ont entrepris la lutte dès l'âge de 14 ou 15 ans, ont rompu avec les valeurs traditionnelles. Ils savent que si la femme a assumé la lutte révolutionnaire, c'est un acquis important non seulement pour elle, mais aussi pour l'homme, ce sont eux qui sont les garants du changement : lutte globale et lutte spécifique des femmes sont intimement liées.

Pour conclure, laissons la parole aux femmes de AMES : « Nous savons pertinemment que la lutte pour la libération des femmes doit être immergée dans la lutte pour la libération de nos peuples, mais il faut aussi remarquer que nous sommes un groupe ayant une condition et des revendications spécifiques, et nous ne pouvons pas attendre que le socialisme ou le changement de structures résolve demain les problèmes qui aujourd'hui sont cause de nos limites, de notre retard dans notre développement comme êtres humains à part entière et agents de changement... Nous savons aussi que la libération de la femme demande un niveau de conscience collective, produit du développement d'une nouvelle idéologie qui sera la résultante d'une nouvelle structure de la société sans propriété privée et sans exploitation de l'homme par l'homme... En conquérant les droits de la femme et de la famille, nous construirons une société nouvelle. » □

L'Eglise avec les pauvres

Du 30 janvier au 2 février s'est tenue à Cuernavaca (Mexique), la troisième rencontre des « Comités chrétiens de solidarité avec l'Amérique centrale », sous la présidence de Mgr Mendez Arceo, évêque de Cuernavaca et de Mgr Proano, évêque de Rombamba (Equateur). L'initiative de ces rencontres revient à la « Coordination de l'Eglise Populaire » (CONIP) d'El Salvador, mais les participants représentent des organisations très diverses — catholiques et protestantes — dont le point commun est la solidarité avec les chrétiens qui luttent au milieu des peuples du Salvador, du Guatemala et du Nicaragua. La plupart des pays d'Amérique latine étaient représentés — y compris les zones contrôlées par les forces de libération. Il y avait en outre des représentants de l'Europe, du Canada et des Etats-Unis.

La délégation des Etats-Unis comptait 60 personnes et a joué un rôle important dans le déroulement des débats ainsi que dans la rédaction de la lettre envoyée à Reagan.

Le document final souligne cette présence significative, le peuple américain pouvant inverser la politique impérialiste de son gouvernement.

Cette contre-offensive à l'intérieur des Etats-Unis a d'ailleurs reçu l'appui de la Conférence épiscopale ainsi que des Eglises protestantes qui ont protesté contre l'intervention en Amérique Centrale.

On lit encore dans ce document : « La solidarité de l'Eglise avec les pauvres et avec leurs organisations politiques provoque la colère des puissants qui croyaient que l'Eglise était de leur côté pour contrôler le peuple... La pratique de la solidarité dans nos pays nous a révélé que cette solidarité est bien de l'évangile, mais que sont anti-évangéliques les appels à la réconciliation qui... cherchent à perpétuer la situation d'injustice... Avec qui devons-nous nous solidariser ? Quel est le critère de discernement ? C'est la libération des pauvres, comme nous l'a montré Mgr Romero... L'ennemi principal qui cherche à étouffer tout effort de lutte pour la justice et la paix, c'est l'impérialisme nord-américain... »

Nous avons vu que l'ennemi principal a réussi à gagner à sa cause certains milieux à l'intérieur même de nos Eglises en agitant le fantôme du communisme... Nous pensons que la voie électorale telle qu'ils (les Etats Unis) la proposent ne résoud absolument rien et que l'immense majorité des pauvres d'El Salvador en sont exclus et subissent la répression, tout simplement parce qu'ils sont organisés et ne veulent pas se soumettre au projet impérialiste. Nous appuyons les propositions du FMLN-FDR en vue d'une solution politique... et nous demandons que soient respec-

tées les décisions de l'assemblée des Nations Unies et de nombreuses organisations internationales qui se sont prononcées dans le même sens...

Nous sommes tous d'accord pour donner la priorité aux actions menées en faveur des milliers de réfugiés salvadoriens et guatémaltèques qui s'enfuient vers les pays voisins... et nous demandons que les gouvernements des pays intéressés leur reconnaissent le statut de réfugiés, leur apportant l'aide nécessaire afin qu'ils puissent vivre dignement et que cessent les actions répressives contre eux. »

Il importe de signaler — parmi les nombreuses interventions de cette rencontre — celles des représentants des communautés de

base du Salvador, du Guatemala et du Nicaragua qui témoignent de la vitalité des ces groupes chrétiens au service de la foi et de manière inséparable.

D'autre part une étude approfondie a été faite concernant la stratégie nord-américaine contre les communautés de base et tous les mouvements qui, à l'intérieur des Eglises, manifestent leur solidarité à l'égard des luttes des peuples d'Amérique latine.

On connaissait déjà les mises en garde de Rockefeller, lors de ses visites en Amérique, contre les éléments progressistes des Eglises. Puis il y eut les « recommandations » du Comité de Santé Fé (mai 1980). Nous nous trouvons maintenant confrontés à une offensive parfaitement élaborée et structurée qui trouve son expression dans une institution : *L'Institut sur la Religion et la Démocratie (Institute on Religion and Democracy)*, fondé en avril 1981 et qui a pour objectif de lancer des campagnes pour dénoncer et contrecarrer les actions des Eglises en faveur des luttes de libération.

La première manifestation publique de cet Institut (mai 1981) concernait le Salvador et commença par une attaque (réunion, tracts, pétitions) contre la position des Eglises nord-américaines face au conflit de ce pays et aux compromissions de la Maison Blanche.

Cet institut dispose évidemment de moyens considérables. L'opinion publique européenne doit être alertée, car cette offensive trouvera certainement des échos chez nous.

Maurice BARTH



Monseigneur Romero

« Si Dieu accepte le sacrifice de ma vie, que mon sang soit semence de liberté »

L'arrivée de Mgr Romero fut accueillie avec soulagement par la bourgeoisie. Elle voyait en lui un homme profondément conservateur et prudent. Elle lui offrit une belle villa dans un des plus luxueux quartiers de la capitale et une Cadillac. Ce qu'il refusa. Ceci se passait pendant les premières semaines de l'année 1977. Au même moment, il y eut les élections présidentielles et la victoire du candidat d'opposition, l'imposition par des fraudes évidentes du candidat officiel, le colonel Romero, la révolte de la population et le massacre du 28 février dans la capitale.

Mgr Romero fit passer la volonté de chercher la vérité avant sa prudence traditionnelle. Le 12 mars 1977, le prêtre jésuite Rutilio Grande était assassiné. Il avait joué un rôle important dans la formation des communautés chrétiennes de base de la région d'Aguilares, au nord de la capitale. L'implication de l'oligarchie dans son assassinat était évidente et l'enquête officielle fut menée de telle manière qu'elle ne permit jamais d'identifier les assassins (cela devait être une constante, de Rutilio Grande à l'assassinat des quatre religieuses nord-américaines en décembre 1980 en passant par celui de Mgr Romero).

L'assassinat de Rutilio Grande provoqua une rupture nette entre Mgr Romero et la dictature. Il refusa désormais d'assister aux cérémonies officielles et maintint cette position en dépit de pressions diverses. Ses lettres pastorales, ses homélies se caractérisèrent par une constante dénonciation de la société d'exploitation comme cause principale du péché, par la défense du droit à l'organisation des masses pauvres. En quelques trois années, le visage de l'Eglise changea profondément. Abandonnant les vieilles traditions des Te Deum et autres cérémonies où les autorités religieuses paraissaient avec les autorités militaires, Mgr Romero se déplaça constamment vers les campagnes les plus démunies, vers les communautés de base les plus persécutées. Les risques étaient évidents. D'autres prêtres furent assassinés, comme Alfonso Navarro le 11 mai 1977, Ernesto Barrera Moto le 26 novembre 1978, Octavio Ortiz Luna le 20 janvier 1979, Rafael Palacios le 20 juin 1979 et Alirio Napoléon Macias le 4 août 1979.

Lorsque le Junte prit le pouvoir le 15 octobre 1979, de nombreux secteurs de l'Eglise populaire accueillirent avec satisfaction ses déclarations réformistes. Mais face à l'évidence des faits, l'aggravation de la représ-

tion, Mgr Romero conclut rapidement qu'une politique de réformes dans un bain de sang ne valait guère mieux que les régimes précédents. Ce fut la rupture avec la junte, avec la droite de la démocratie-chrétienne et avec l'administration Carter.

La campagne de calomnies contre lui reprit de plus belle, les tentatives de l'isoler au sein de l'Eglise catholique universelle en le présentant comme un agent du communisme, opérations menées par les principaux responsables de la conférence épiscopale du Salvador : l'évêque et colonel (!) Alvarez, l'évêque Aparicio y Quintanilla, d'autres encore.

Au cours des derniers mois de sa vie apparaîtra dans toute sa force sa conception du rôle de dénonciation prophétique de l'Eglise. Il est des valeurs sur lesquelles il n'admet aucun marchandage. Et sa voix qui, inlassablement démonte et dénonce, est d'autant plus dangereuse que le régime militaire entend se faire passer pour réformiste. Il s'adressait en ces termes à ceux qui se réclamaient de la démocratie-chrétienne tout en appartenant à la junte :

« Je demande à la démocratie-chrétienne qu'elle analyse pas seulement ses intentions, qui sans doute, peuvent être bonnes. Je lui

« Au Salvador nous sommes tous en danger de mort. Celui qui doit parler comme je crois un évêque se doit de le faire, celui-ci court le risque d'être tué. »

Ainsi parlait l'archevêque de San Salvador, Mgr Romero, assassiné le 25 mars 1980 par un tueur à la solde du major d'Aubuisson, responsable des sinistres escadrons de la mort. Aujourd'hui, ce chef du principal parti d'extrême-droite, est l'un des acteurs de la farce électorale du 28 mars.

demande d'analyser les effets réels que sa participation engendre. Sa participation permet de couvrir, surtout internationalement, le caractère répressif du régime actuel. Il est urgent qu'en tant que force politique de notre peuple ils voient où il est plus efficace d'utiliser leur force en faveur des pauvres ; s'il est préférable d'être isolés et impuissants dans un gouvernement dominé par des militaires répressifs ou d'être une force parmi d'autres qui prennent part à un projet large de ce gouvernement populaire dont la base d'appui ne serait pas les actuelles forces armées de plus en plus corrompues, mais le consensus majoritaire de notre peuple. »

Le 17 février 1980, Mgr Romero adresse sa célèbre lettre à Carter. Après avoir dénoncé les livraisons d'armes nord-américaines à la junte, il lui demande « d'interdire cette aide militaire au gouvernement salvadorien et de garantir que son gouvernement n'interviendra ni directement, ni indirectement, par des pressions militaires, économiques, diplomatiques... dans la détermination du destin du peuple salvadorien. »

Les événements vont se précipiter, en février 1980 toujours, il déclare à propos des organisations révolutionnaires de masses : « Maintenant, dans le cadre actuel du pays,



je crois plus que jamais aux organisations de masse. Je crois que pour le peuple salvadorien, l'organisation est une nécessité, car ces organisations sont les forces sociales qui vont faire pression, qui vont obtenir une société authentique avec la liberté et la justice sociale. »

A la question « Quelles sont, à votre avis, les perspectives du gouvernement actuel composé de militaires et de démocrates-chrétiens ? », il répond : « Avant de me prononcer, je préfère attendre le langage des faits. Les changements sont nécessaires, le peuple n'attend plus, il est frustré, déçu, et il ne croit plus ni aux promesses, ni aux espoirs. Les changements doivent être spectaculaires. »

Le même jour il échappe à un attentat à la dynamite pendant une messe. Le 24 mars, Mgr Romero lance un appel aux forces armées. « Frères, vous appartenez au même peuple, vous tuez les paysans qui sont vos propres frères. Face à l'ordre de tuer qui émane d'un homme, la loi de Dieu doit prévaloir qui dit : tu ne tueras point. »

« Aucun soldat n'est obligé d'obéir à un ordre qui s'oppose à la loi de Dieu. Une loi immorale, personne ne doit la respecter. Il est temps que vous repreniez conscience, que vous lui obéissiez plutôt qu'à l'ordre du péché. Nous voulons que le gouvernement sache sérieusement que les réformes ne servent à rien si elles baignent dans le sang. Au nom de Dieu et au nom de ce peuple qui souffre je vous supplie, je vous prie, je vous ordonne au nom de Dieu : arrêtez la répression. »

Le même soir, un porte-parole de l'état-major de l'armée dénonce ces paroles qu'il qualifie de crime contre la patrie. Le lendemain, Mgr Romero est assassiné...

Ses obsèques, le 30 mars, furent à l'image des deux camps en présence. Des dizaines de milliers de Salvadoriens, en majorité des paysans, lui rendirent hommage, les dirigeants de la coordination révolutionnaire des masses au premier rang.

La cathédrale était ornée d'un immense calicot proclamant « Nous ne voulons pas de la présence de la junte, ni de l'ambassadeur américain, ni d'Aparcio Alvarez Revelo ».

Lorsque le service religieux commença, des tireurs postés sur les toits du ministère de la Défense nationale ouvrirent le feu sur la foule désarmée. On releva une cinquantaine de morts. La junte et l'ambassade des Etats-Unis poussèrent le cynisme jusqu'à publier un communiqué affirmant que « l'extrême-gauche avait provoqué le massacre en voulant enlever le corps de Mgr Romero ». Cette version des faits était immédiatement démentie par vingt évêques étrangers présents pendant la fusillade.

Mgr Romero avait souligné à plusieurs reprises que « lorsque tous les moyens pacifiques ont été épuisés, l'Eglise admet le recours à l'insurrection ».

Depuis sa mort, la participation de l'Eglise populaire dans la lutte de libération n'a cessé de s'amplifier. Les communautés chrétiennes de base se sont structurées en une Coordination nationale de l'Eglise populaire Mgr Oscar Arnulfo Romero (CONIP). La CONIP a soutenu l'appel à l'offensive générale du mois de janvier 1981. Elle incarne la continuité de la pensée de Mgr Romero. □



Les communautés chrétiennes de base au Salvador

Thomas Castillo, représentant salvadorien de la CONIP, (Coordination nationale de l'Eglise populaire Oscar Arnulfo Romero) a été interviewé par « Christliche Initiative El Salvador », un groupe de chrétiens allemands, à l'occasion du congrès de l'Eglise évangélique qui s'est tenu à Hambourg.

Question : Peux-tu nous parler de la CONIP et de la manière dont elle s'est mise sur pied ?

Réponse : La CONIP a été fondée le 3 août 1980, après la mort de Mgr Romero afin de poursuivre son engagement malgré la répression croissante. Elle rassemble toutes les communautés de base ainsi que les prêtres, religieux et séminaristes qui se reconnaissent dans cet engagement. Le conseil national de la CONIP (Coordination nationale de l'Eglise populaire) compte trois représentants des communautés de base de la campagne, deux prêtres, deux séminaristes et deux religieuses. Il existe à la campagne près de 1 400 communautés de base comprenant chacune 40 membres environ. Ces communautés sont nées au début des années 60 et constituent maintenant un des piliers de la vie communautaire. Mais à mesure que notre engagement se tournait vers la libération du peuple, la répression n'a cessé de s'accroître, rendant le travail des prêtres et des communautés de base de plus en plus difficile.

Q : Quelles sont les tâches de la CONIP ?

R : D'une manière générale nous pouvons distinguer trois tâches :

- le travail pastoral au sein de la population, qui se réalise à partir de sa propre conception de la religion.
- Le travail pastoral auprès des chrétiens, engagés dans les organisations populaires.
- La consolidation et le développement du travail effectué par les communautés de base. Je voudrais montrer par quelques exemples comment s'articulent ces tâches. En ce qui concerne la prédication de la Foi, le rassem-

blement dominical devient de plus en plus difficile du fait de l'infiltration d'indicateurs de la police qui empêche toute communication et toute organisation de la communauté. C'est ainsi que la veillée des morts, qui dure traditionnellement plusieurs jours, permet aux parents et aux voisins du défunt de se parler librement et d'organiser les activités de la communauté. Parmi ces activités, de nombreuses communautés de base travaillent sur des projets concrets répondant aux besoins de la population locale. Certains prêtres et religieuses poussent leur engagement jusqu'à rejoindre les zones contrôlées par le FMLN, où ils s'intègrent au travail collectif.

Q : Peux-tu décrire plus précisément le travail social que vous réalisez actuellement ?

R : Nous travaillons dans plusieurs domaines. Le premier consiste à maintenir un réseau de communication national, briser le silence des médias et faire circuler jour après jour, l'information sur la situation réelle dans le pays. Nous travaillons également dans le domaine de la santé, afin d'améliorer la qualité des soins. Nous réalisons également des tâches de prévention, éducation sanitaire et formation (cours de premiers soins, principales mesures d'hygiène, prévention et traitement des épidémies et parasitoses). Nous manquons malheureusement de petites installations chirurgicales permettant d'intervenir dans de meilleures conditions. Dans le domaine de la production, les communautés de base développent des projets de « coopératives de production », et enfin, nous effectuons un travail auprès des réfugiés, tel que l'accueil, l'alphabétisation, etc.

Un bouillonnement culturel

Comme toutes les activités au Salvador, l'activité culturelle a été entravée dans son développement par les intérêts oligarchiques et impérialistes, pour qui l'obscurantisme est une garantie de perpétuité et tranquillité. D'après la constitution salvadorienne l'école primaire est obligatoire et gratuite. Cependant dans la pratique la plupart des enfants restent sans école. Le taux d'analphabétisme est très élevé, dans certaines régions il atteint 70 % de la population.

L'art et la littérature salvadoriens ont souffert de la précarité qui caractérise toute la vie sociale du pays. Néanmoins, la littérature, la musique et les arts plastiques ont produit des figures intéressantes. Dans la poésie nous trouvons Francisco Gavidia (1863-1955), un des précurseurs du romantisme en Amérique centrale, Claudio Lars, Raul Contreras, Antonio Gamero et Osvaldo Escobar Velado. La

poésie de Escobar Velado ouvre une nouvelle époque dans la littérature salvadorienne, son engagement politique marque profondément sa création, c'est lui le fondateur de la poésie moderne salvadorienne. Les noms de Salvador Salazar Arrue (Sallarué) et Alberto Masferrer sont connus dans tout le continent. Le premier est l'auteur d'une œuvre narrative remarquable et une des figures de premier ordre du « *Costumbrismo* » (littérature de coutumes du début du siècle). L'écrivain Masferrer (1868-1932) laissa une riche production philosophique et politique.

Dans les arts plastiques nous pouvons signaler les peintres Francisco Wenceslas Cisneros (ancien directeur de l'Académie San Alejandro, Cuba), José Mejia Vides et Noé Canjura. Plus récemment, le peintre Camilo Minero nous offre une peinture neuve et enracinée dans la tradition populaire, son opposition au régime l'a obligé à quitter le pays. Dans la musique nous nous limiterons aux trois compositeurs les plus populaires, Felipe Soto, David Granadino et Francisco (Pancho) Lara. Ils ont lié leur sensibilité propre à la musique folklorique nationale, et ont maintenu vivante l'aspiration à une musique spécifiquement salvadorienne. Avec l'essor du processus révolutionnaire sont apparues maintes manifestations culturelles qui expriment

l'élan populaire vers une authentique culture nationale.

Le cinéma salvadorien est le plus touché par les conditions créées par la mainmise de l'oligarchie sur tous les aspects de la vie nationale. On possède très peu d'informations sur l'apparition et l'évolution de cet art au Salvador.

En 1960, Alejandro Coto réalisa en 35 mm, *El Rostro* (La Visage), film en noir et blanc sur la vie paysanne interprété par des acteurs non professionnels. Il reçut le premier prix au Festival de Mar del Plata et une mention d'honneur au Festival de Berlin (1960). Cela constituait un bon départ, mais malheureusement, faute de moyens, il s'en tint là. Dix ans plus tard, José David Calderon produisit deux films, *Los Peces Fuera del Agua* (Les poissons hors de l'eau) et le court métrage *Izalco*. Il y a eu d'autres films, mais la production cinématographique a été toujours sporadique et sans suite.

L'apparition d'un cinéma salvadorien à proprement parler reste liée à la marche générale de la société de ce petit pays. Déjà aujourd'hui, si un large public a pu découvrir par des séquences filmées le Salvador, cela est dû au processus révolutionnaire en cours.

En 1980, Guillermo Escalón réalisa avec le groupe *Taller de los vagos* le court métrage *La Zona intertidal* (La zone intermédiaire). Ce film, dédié à la mémoire des enseignants assassinés par le régime, a été remarqué au second Festival du Cinéma latino-américain de La Havane en 1980. C'est ce même réalisateur qui nous offrira les premières images des combattants salvadoriens dans une zone du département de Morazan. Il s'agit du court métrage *Morazan*, reportage sur un atelier artisanal de fabrication d'armes des insurgés. Tout récemment la TV française nous montra des extraits de son film *La décision de vencer* (La décision de vaincre), montrant les premiers fruits de la consolidation des zones contrôlées par le FMLN.

L'épanouissement de la culture salvadorienne est étroitement lié à la résistance populaire, « *c'est dans une perspective de résistance qu'a été créé par les forces en lutte l'Institut Cinématographique du Salvador révolutionnaire, qui a déjà produit un beau fruit (El Salvador, le peuple vaincra)*. Ce film de Diego de la Texera a reçu le grand prix Coral au second Festival de la Havane et le Prix de la Critique internationale du Festival de Lille, en 1981.

C'est un film d'un réalisme extrême, il nous montre la situation actuelle du pays, la misère, mais aussi les possédants, la répression et la lutte du peuple. Un film qui a été réalisé avec le concours d'un peuple qui a été soumis au silence, et qui par ce même film nous offre sa propre vision de son histoire et de son présent. Le cinéma salvadorien sera le fil de la révolution. □



A l'h
de m
et où
luxur
Com
Com
imme
Com
sans

A l'h
les c
répar
de to
égren
des l
les en
Cette
du so
la m

Dis-n
que l
et lai
NON
Je ve
un m
ce m
Mais
et de
des o
et il y
dans
et la
s'inst
et qu
la vie

Cipot



Odes pour chanter l'histoire

*A l'heure où les pas se taisent dans les rues
de ma belle Ciguateguacan
et où les vents parviennent comme un vestige
luxurieux et inaltérable du temps
Comment mettre mes veines à l'abri
Comment ne pas sentir la distance comme un scorpion
immense au ventre
Comment étaler mon silence infini
sans ses virgules infimes sans ses pansements sur une place*

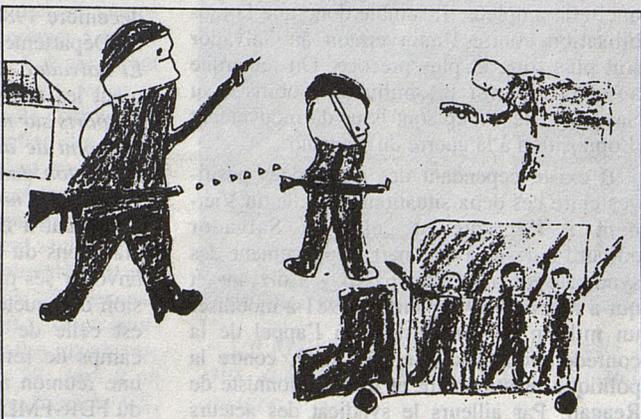
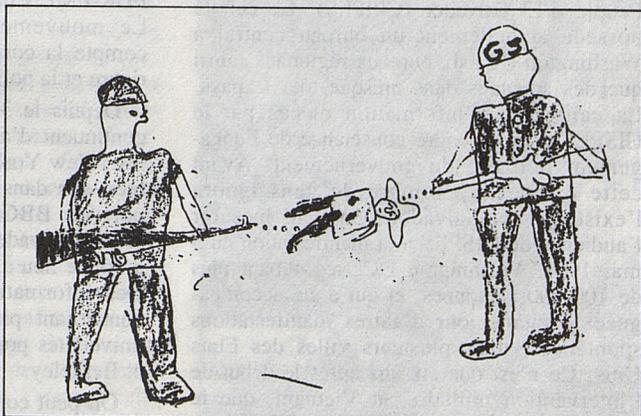
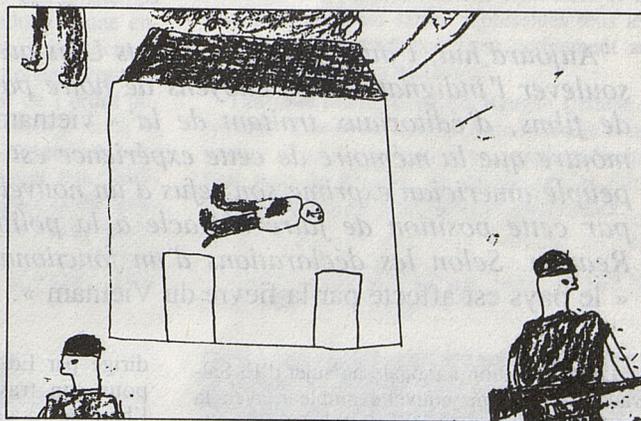
*A l'heure où les enfants
les cipotes de toujours courent sans cerfs volants
répandant de leurs mains les graines
de toutes les questions
égrenant l'une après l'autre les grappes calcinées
des larmes et alors qu'une dent sombre
les emplit de peur à chaque coin de rue
Cette baïonnette enfoncée dans les griffes
du soldat qui ouvre les portes semant
la mort dans le regard des mères*

*Dis-moi à quoi bon savoir
que l'angoisse assassine notre instant le plus opportun
et laisse sans empreinte les battements de nos cœurs*

*NON
Je veux un cri
un mot qui puisse fermer pour toujours
ce monde de fleuves immobiles
Mais les cipotes ont fermé leurs poings
et de leurs bouches sans dents s'échappent
des oiseaux bleus qui ont la force d'un taureau
et il y a tout un ciel d'étoiles
dans leurs pantalons rapiécés
et la lune
s'installe dans leurs poches affamées
et quand on les tue
la vie est toujours une mer.*

Carlos Abrego

Cipote : gamin.



La politique de Reagan face à l'opinion nord-américaine

Aujourd'hui, l'intervention des Etats Unis au Salvador commence à soulever l'indignation des citoyens de notre pays. La diffusion d'art, de films, d'éditoriaux traitant de la « vietnamisation du Salvador » montre que la mémoire de cette expérience est toujours vive et que le peuple américain exprime son refus d'un nouvel engagement, essayant par cette position de faire obstacle à la politique du gouvernement Reagan. Selon les déclarations d'un fonctionnaire du gouvernement « le pays est affecté par la fièvre du Vietnam ».

La contestation nationale au sujet d'El Salvador a pris une nouvelle ampleur avec la fondation du Comité de Solidarité avec le Peuple d'El Salvador (CISPES). Ce comité possède actuellement un bureau central à Washington DC, six bureaux régionaux, ainsi que des antennes dans presque tout le pays. La campagne d'information menée par le CISPES a fait prendre conscience de l'engagement militaire du gouvernement. Avant cette campagne, nombre de gens ignoraient l'existence du Salvador. On peut mesurer l'audience du CISPES à la manifestation du 3 mai 1981, Washington DC, regroupant plus de 100 000 personnes, et qui a été accompagnée le même jour d'autres manifestations spontanées, dans plusieurs villes des Etats Unis. Ce n'est que six ans après le début de l'intervention militaire au Vietnam, que le mouvement d'opposition s'est manifesté avec une telle ampleur. Il semble donc que la mobilisation contre l'intervention au Salvador soit plus forte et plus précoce. On remarque aussi que parmi les militants mobilisés au Salvador, beaucoup sont issus du mouvement d'opposition à la guerre du Vietnam.

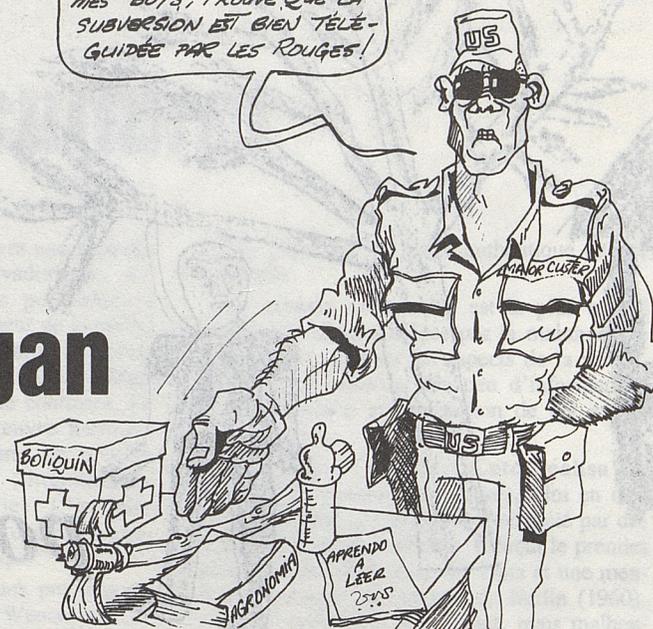
Il existe cependant des différences positives entre ces deux situations — celle du Vietnam à l'époque et celle du Salvador aujourd'hui — d'une part l'engagement des syndicats qui n'existait pas il y a dix ans et qui a réussi le 19 septembre 1981 à mobiliser un million de manifestants à l'appel de la confédération syndicale AFL-CIO, contre la politique réactionnaire et interventionniste de Reagan. Par ailleurs le syndicat des acteurs

dirigé par Ed. Asner, bien connu aux USA pour son travail en faveur des droits de l'homme, a décidé en février, de verser au FDR-FMLN une aide financière de 25 000 \$. Le mouvement de solidarité prenant en compte la corrélation entre la politique intérieure et la politique extérieure des USA.

Depuis le 3 mai 1981, des manifestations continuent d'avoir lieu dans les grandes villes : New York, Boston, San Francisco, aussi bien que dans les plus petites. Selon un rapport du BBC, l'arrivée en janvier de 600 soldats salvadoriens à Fort Benning, Georgie, a donné lieu à six manifestations importantes. Des informations ont été également reçues concernant plusieurs « teachings » dans les universités populaires notamment à Michigan et Berkeley.

On peut constater une évolution parallèle à l'intérieur du gouvernement. Dès le mois de décembre 1980, circulait un document interne au Département d'Etat, le « Dissent Paper on El Salvador and Central America » qui critiquait les analyses de l'administration : « Les rapports sur notre politique ne constituent pas un point de départ adéquat pour évaluer notre action dans cette région » et sa politique « limitée et non fiable ». La publication de ce document a mis en cause la validité des déclarations du Président et incité le Congrès à envoyer ses propres représentants en commission d'enquête. La plus récente de ces visites est celle de Cl. Pell et P. Leahy dans les camps de réfugiés au Salvador. Ils ont tenu une réunion avec la représentation à Mexico du FDR-FMLN.

LE CARACTÈRE EXTRÊMEMENT DANGEREUX DE CES ARMES, PRISES AUX ANTI-SOCIAUX PAR MES "BOYS", PROUVE QUE LA SUBVERSION EST BIEN TÉLÉ-GUIDÉE PAR LES ROUGES!



En janvier 1982, l'opposition au Congrès s'est battue contre la nouvelle aide économique accordée par Reagan à la Junte salvadorienne. En février, Ch. Dodd, sénateur de Connecticut et T. O'Neill, deux des hommes les plus importants du parti démocrate se sont prononcés en faveur d'une solution négociée. Un rapport du FDR-FMLN note aussi que « 29 sénateurs ont accusé le Président Reagan, Haig et Weinberger d'avoir violé l'Acte du Pouvoir de Guerre ». Même si elle est toujours minoritaire dans le gouvernement, la voie de l'opposition continue à se faire entendre dans l'opinion publique nord-américaine — et ceci d'autant plus que la politique de restriction des dépenses sociales aggrave la crise économique qui frappe le plus durement les communautés pauvres, les Noirs et les Latino-américains.

Cet état d'esprit est particulièrement net à travers les reportages sur le Salvador qui occupent souvent les premières pages des journaux. Le film montrant des « conseillers » US a été diffusé par les trois grands réseaux et montre la volonté des médias de dénoncer les mensonges de Reagan. Désormais une intervention directe ne pourrait passer inaperçue.

Une agression militaire se heurterait à un peuple en armes au Salvador ; elle se heurterait également, aux Etats Unis, à une opposition déjà massive, dans le peuple comme au Congrès.

Article écrit par les camarades nord-américains qui militent au sein du Comité de solidarité avec le Peuple d'El Salvador.

Dernière minute... Dernière minute...

La Chambre des Représentants a voté à une écrasante majorité, le mardi 2 mars, une motion demandant au Président Reagan de faire en sorte que des discussions sans conditions s'engagent entre les partis salvadoriens en vue de garantir un climat sûr et stable pour les élections du 28 mars. □

Les racines profondes de la crise salvadorienne

Le kaléidoscope des événements quotidiens au Salvador, par son caractère rapide et changeant, cache le plus souvent la marche en profondeur de la société salvadorienne. Un jour, c'est le massacre de jeunes à San Antonio Abad, l'autre, une attaque réussie par les forces révolutionnaires à l'aéroport d'Ilopango. Et le tout accompagné par des déclarations et des commentaires contradictoires.

Un jour c'est « l'équilibre précaire » qui est avancé en guise d'analyse de la situation, un autre on nous informe que la guerilla « marque des points ». Cependant il ne suffit pas pour comprendre les événements au Salvador, de se limiter à suivre jour par jour la lutte menée par le peuple salvadorien. Il est nécessaire de remonter aux origines du conflit pour trouver l'orientation générale des événements. Une analyse événementielle est insuffisante pour parvenir à une compréhension globale du processus. Les racines de cette guerre sont avant tout économiques, politiques et sociales.

Certes, l'apparition sur le terrain de matériels militaires sophistiqués tels les bombardiers, hélicoptères, artillerie lourde et autre, a obligé les forces révolutionnaires à ajuster leur tactique et stratégie militaires. Car, il est évident que l'aide militaire massive des Etats-Unis est un facteur décisif dans la prolongation de la guerre au Salvador. Mais seules, les considérations militaires ne suffisent pas non plus pour évaluer la situation.

A la Conférence Continentale pour la Paix, tenue à Lima en février 82, Guillermo Ungo, président du FDR déclarait : « Les causes du conflit armé au Salvador ont un caractère historique et structurel. Tout un système économique, politique et social qui depuis 50 ans a soumis le peuple à la plus cruelle exploitation, répression et misère se trouve aujourd'hui en crise ».

Un paradis fiscal pour les monopoles

L'économie salvadorienne se caractérise par la main-mise de l'oligarchie sur tous les secteurs clefs, est axée sur l'exportation des produits agricoles. Ce modèle économique a été incapable de résister aux fluctuations du marché international. Cela a favorisé et conditionné le rapprochement d'une oligarchie faible et craintive face à un mouvement populaire croissant aux transnationales à la recherche de nouveaux marchés et d'une main-d'œuvre sous payée source de super

profits. Les zones franches ont fait du Salvador un paradis fiscal pour les monopoles. Ni l'oligarchie ni les compagnies étrangères ne se sont soucies de résoudre les graves problèmes sociaux du peuple salvadorien.

Les fléaux de la société salvadorienne : misère, malnutrition, maladies, chômage généralisé, analphabétisme, conditions de vie inhumaines. Les services sociaux au Salvador ont comme sceau distinctif leur précarité, et en bien des cas, leur absence.

Cette situation n'a fait qu'engendrer le mécontentement populaire. Pour asseoir sa domination l'oligarchie et l'impérialisme ont instauré et renforcé un régime politique dictatorial.

La dictature a fermé depuis très longtemps toutes les portes pouvant conduire à une entente. Les décrets de la junte, reprennent et aggravent le dispositif légal répressif contenu dans la loi « Pour le maintien de l'ordre public » du dictateur Romero, abrogé sous la pression populaire en 1978. Cependant cette abrogation n'était qu'un paravent pour justifier la reprise de l'aide militaire à la dictature par l'administration Carter. Les 35 000 morts parmi la population civile sont là cruellement pour prouver quelles sont les véritables intentions de la junte.

Ils appellent à la réaction mondiale

Le peuple salvadorien continue à lutter malgré ce génocide et malgré l'intervention nord-américaine. Une caractéristique de première importance de la situation politique est l'existence d'une volonté populaire inébranlable de se débarrasser de la domination oligarchique et de la tutelle impérialiste. C'est cette détermination qui interdit de réduire la guerre que livre le peuple salvadorien aux seuls principes de la stratégie militaire. La junte militaire et démocrate-chrétienne se trouve entièrement isolée à l'intérieur du pays. La farce électorale préparé par la junte afin de légitimer son existence, a fait resurgir en outre des contradictions qui témoignent de la décomposition du bloc au pouvoir. A l'étranger elle compte seulement sur le soutien de l'impérialisme nord-américain et des pires dictatures de l'Amérique latine. Pour continuer à mener sa sale guerre contre le peuple, la junte, ayant épuisé toutes ses ressources internes, lance un appel à la réaction mondiale. Elle cherche des alliés hors du pays. L'intervention des Etats-Unis est ouverte et éhontée. Mais les émissaires de la junte voyagent en Argentine, au Chili, et même tout récemment jusqu'à Taiwan. Leur incapacité de vaincre seuls le peuple en armes, est proclamée ouvertement par le ministre de la Défense Garcia. Ce nouveau général, promu tout récemment, à cause peut-être de son efficacité à mener des massacres, a déclaré samedi 13 février 82, lors d'un entretien avec une mission du Congrès US,

que « l'armée salvadorienne ne pourrait pas gagner la guerre contre les insurgés sans l'aide militaire des Etats-Unis ». S'il y a lieu de parler d'équilibre précaire, il en faut de celui de la junte qui reste toujours au bord du gouffre. Seules les grosses ficelles impérialistes la maintiennent debout pour continuer son macabre spectacle.

La guerre populaire révolutionnaire est le moyen fondamental du peuple salvadorien pour atteindre ses objectifs stratégiques. Elle est une partie intégrante de tout le processus politique et social que vit actuellement le Salvador.

L'objectif que s'est fixé le mouvement populaire conduit par le FMLN-FDR est l'instauration d'un gouvernement démocratique et révolutionnaire où seront représentés tous les secteurs qui auront contribué activement au renversement de la dictature*.

Tant que l'administration Reagan s'entête à soutenir à bout de bras la junte militaire il ne restera d'autre alternative au peuple salvadorien que de résister, et développer et faire avancer la guerre populaire révolutionnaire. □

* Voir le programme en sept points du FMLN-FDR publié dans *Farabundo* N° 2.



« Un système économique qui depuis 50 ans, a soumis le peuple à la plus cruelle misère... »

La médecine populaire

Interview avec le brigadiste sanitaire Santiago dans les montagnes du Morazan à El Salvador

Farabundo : Quelles sont vos tâches ?

Santiago : La tâche des infirmiers de ce centre est le transport des blessés des batailles, de l'occupation de villages ou d'autres opérations. Chaque troupe a un brigadiste, qui a la tâche de retirer les blessés de la ligne de feu, où qu'elle se trouve, et de les porter à un endroit, où ils reçoivent de l'aide d'un autre brigadiste, membre d'une unité médicale. Ici travaillent deux ou quatre infirmiers, selon l'endroit. La tâche de ces infirmiers est d'apporter les premiers soins aux blessés et après de les amener à une clinique ou un hôpital, selon la gravité du cas. En ce moment il y a en cette zone 16 brancardiers qui appartiennent à la *brigada de salud*. Ma tâche est de former les gens selon les besoins des diverses brigades, pour qu'ils s'intègrent ensuite dans les troupes ou commandos de toute la zone.

F : Peux-tu nous décrire comment ces cours de formation peuvent avoir lieu, avec des paysans qui n'ont pas beaucoup d'expérience avec la médecine et la théorie ?

S : Dans les plus diverses formes. Tout d'abord ils apprennent à panser les différentes blessures, cassures d'os, etc., malheureusement nous n'avons pas de bandes élastiques pour immobiliser les cassures. Ensuite ils apprennent à connaître les diverses formes de blessure et quel type de pansement il faut employer en chaque cas. Ceci est la formation de base. Après il doivent connaître les hémorragies et leur traitement : la différence entre hémorragie veineuse ou artérielle et leur interruption. Aussi quel type de pression ou de tourniquet il faut utiliser pour arrêter la perte de sang. Après ils apprennent aussi comment on retire les blessés de la ligne de feu. Du point de vue médicinal, ils apprennent seulement à donner un analgésique contre les douleurs, ou une injection. Plus tard ils apprennent à traiter la diarrhée, la fièvre et autres maladies fréquentes dans les campements de la guérilla. Ceci est le premier degré de la formation.

Ensuite vient encore un deuxième degré, qui est aussi enseigné dans des cours de formation, en liaison avec la pratique dans la clinique ou l'hôpital. Les exercices pratiques sont dirigés par le *companero* Alberto, le responsable de la brigade.

F : Depuis combien de temps tu travailles dans les brigades sanitaires ?

S : Depuis un an, et tout le temps ici dans les montagnes avec notre armée populaire.

F : Et qu'est-ce que tu faisais avant ?

S : Avant d'entrer dans l'organisation, j'ai travaillé dans le menuiserie, et dans l'agriculture, ici au Morazan, au village de Torola, un centre progressiste.

F : Et avant tu n'as jamais pensé travailler une fois dans la médecine ?

S : Pour acquérir des connaissances médicales, j'ai suivi un cours dans la station sanitaire

Farabundo n° 3

de San Lucas à San Miguel, qui était dirigée par le Père Guillermo des USA. Par la suite j'ai voulu travailler dans le domaine de la santé publique, mais à cause de la répression cela n'a pas été possible. J'ai étudié au Centre chrétien Castano de San Miguel et j'ai mené des activités dans le domaine religieux. Nous avons essayé de montrer aux gens dans quelle situation nous vivons, et que le Christ avait lui aussi lutté pour les opprimés. Nous avons ainsi commencé à donner une orientation aux gens, ce qui n'a pas plu à l'ennemi, qui a assassiné plusieurs religieux. Plus tard j'ai eu la possibilité de faire la connaissance d'un prêtre, Miguel Ventura, avec lequel j'ai travaillé ; il était un *companero* de l'organisation, qui s'appelait à l'époque *Liga Campesina del 30 de Abril*. Il nous a dit que le Christ avait aussi d'autres moyens pour combattre l'exploitation ; que les paroles sur la Bible ne sont pas une défense suffisante contre l'ennemi qui veut nous détruire ; qu'il fallait nous organiser et combattre non seulement avec la parole mais aussi avec des armes.

F : A l'époque (1977) l'ennemi tuait déjà les paysans ?

S : Oui, il y en a qui ont été arrêtés, torturés et qui ont ensuite disparu. Ceci n'était pas fait publiquement comme aujourd'hui, mais constamment il y avait des gens qui disparaissaient. Il y a quelque temps on a découvert des cimetières clandestins, où l'on a retrouvé les cadavres des camarades qui étaient disparus. J'ai donc adhéré à la *Liga Campesina*, j'ai pris des armes et j'ai commencé à travailler avec les paysans, et à les organiser. Avec la croissance de l'organisation, chaque camarade recevait une tâche précise ; à cause de mon âge, on m'a envoyé faire un cours de premier secours, pour construire la brigade sanitaire. Au début, il n'y avait personne qui s'occupait de la santé des gens. Nous avons donc commencé avec quelques uns seulement, mais maintenant nous sommes déjà 80 dans le nord du Morazan.

F : Les brigadistes qui travaillent dans des zones où il n'y a aucun médecin, comme El Limon par exemple, doivent-ils traiter tout le monde ?

S : Oui, ils le font. Les brigadistes qui ont plus d'expérience vont là où il n'y a pas de médecin. Pour transporter les malades à la clinique, il nous faut les brancardiers, mais l'expérience la plus avancée se fait à La Lampa, notamment les interventions chirurgicales, qui ne peuvent être réalisées que dans la clinique ou l'hôpital.

F : Mais outre le traitement des blessés de guerre, vous avez aussi beaucoup de travail dans la médecine préventive, n'est-ce pas ?

S : Quant à la médecine préventive, le brigadiste de chaque unité de combat s'en occupe. Il contrôle les mesures hygiéniques et les conditions sanitaires.

F : Par conséquent le travail du brigadiste dans chaque unité de combat (escuadra) est aussi une tâche éducative par rapport à ses *companeros* ?

S : En effet, il doit leur apprendre des mesures d'hygiène personnelle, à maintenir la cuisine de la campagne propre, à couvrir la nourriture pour la protéger des mouches, etc.

F : Que penses-tu en général de ce travail des brigadistes, qui est accompli par des *companeros* paysans ? Cela signifie-t-il qu'un pas est donné vers l'établissement, après le triomphe de la révolution, d'un système sanitaire proche de la population, ou une médecine populaire, qui ne dépendra plus seulement des médecins bourgeois ?

S : Cela est notre but, nous essayons déjà d'abolir le capitalisme, parce que les laboratoires capitalistes ne pensent qu'à faire de la publicité à la radio pour leurs pilules ; mais le paysan est trop exploité il n'a pas d'argent pour acheter toutes ces médecines. Dans notre combat nous essayons de ne plus être si dépendants envers ces médecines. Je ne veux pas dire qu'on peut entièrement s'en passer, mais nous voulons limiter leur consommation. Nous n'achèterons des médicaments que pour les maladies que nous ne pouvons pas combattre avec la médecine préventive. Il est évidemment notre objectif que les brigades sanitaires soient à la disposition de toute la population salvadorienne ; nous formons les brigadistes aussi pour préparer le chemin pour le traitement médical de la population.

F : Quand es-tu entré dans les rangs de l'ERP ou du FMLN ?

S : Je me suis organisé déjà en 1973, dans une organisation ouverte qui s'appelait à l'époque *Liga Campesina 30 de Abril* et après *Liga Popular 28 de Febrero*. Aujourd'hui il y a seulement une organisation unifiée qui est le *Frente Farabundo Martí de Liberación Nacional (FMLN)* ; on ne se divise qu'en armée régulière et milices, et non comme avant, en diverses organisations qui s'identifiaient beaucoup avec leur nom, ERP, FPL, etc. Il n'y a qu'un seul front, le FMLN et le FDR ; d'une part les forces régulières, de l'autre la milice, dans laquelle s'organise aussi la population pour combattre. □



Mas
L
198
sieu
Agu
Poz
ges
vils
fant
Le I
moi
may
bala
dans
zan.

Soli

•
L
des
latin
nam
prim
renc
paix
Salv
janv
avec
dém
tés
Unis
publ
d'int

•
A
plus
Unis
gani
pres
vado

C

Su
31
M
Sa
la
So
(g
zo
2
29
Se
A
Fi
R
du
ou
sa
22
M
sis
fir
dé
qu
23
So
de
av
l'
Pe

Massacres dans le Morazan

L'armée lance, le 7 décembre 1981, une attaque contre plusieurs localités du Morazan : **Agua Fria, Cerro Pando et Poza Honda**, brûlant des villages et massacrant plus de 900 civils dont des femmes et des enfants.

Le FMLN a repris le contrôle en moins de 48 heures de **Guacamaya, El Mozote et Arambala**, et récupéré ses positions dans le département du Morazan.

Solidarité internationale

● *En Amérique latine :*

La Conférence permanente des partis politiques d'Amérique latine (COPPAL), réunie à **Panama** au début de janvier, a exprimé son soutien à la Conférence latino-américaine pour la paix et l'auto-détermination au Salvador, organisée les 19 et 20 janvier à **Lima** par l'ALDHU, avec la participation de forces démocratiques et de personnalités d'Amérique latine, Etats-Unis, Canada. La déclaration publiée condamne la politique d'intervention nord-américaine

● *Aux Etats-Unis :*

A partir du 10 janvier, dans plus de 100 villes des Etats-Unis, des manifestations sont organisées pour dénoncer la répression subie par le peuple salvadorien, et l'entraînement mili-

taire de 17 semaines de l'armée salvadorienne aux Etats-Unis. Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant la base de **Fort-Benning** (Géorgie), pour protester contre l'entraînement de 600 officiers salvadoriens.

Situation militaire.

La situation militaire sur le front sud-est d'**Usulután** devient de plus en plus difficile pour les forces de la junte.

25 janvier. — La destruction de plusieurs transformateurs reliant Usulután aux départements de **San Miguel, Morazan et La Unión** provoque une panne d'électricité sur près du quart du territoire.

Dans le département d'Usulután, le FMLN se déplace librement entre les villes de **San Marcos Lempa et Tierra Blanca**, près de l'ancien Pont d'Or, et dans les alentours de **Santiago Maria**, au centre du département.

Première semaine de février.

— Une attaque importante a eu lieu le 2 février à la ville d'**Usulután**. 500 combattants du FMLN ont soutenu pendant 4 h des affrontements intenses avec l'armée. Le siège de la ville d'Usulután a été maintenu une semaine, le FMLN contrôlant la périphérie de la ville et les villages alentours.

Deuxième semaine de février.

— Une contre-offensive lancée par l'armée salvadorienne sur la région orientale du pays, **Usulután et Morazan**, avec la participation de 1 500 soldats, l'appui de l'artillerie et l'aviation, échoue, les combattants du FMLN ayant pu se replier avant l'attaque.

A la même période, les sabotages de centres stratégiques (centraux téléphoniques, ponts) se multiplient, à **San Salvador** comme dans les départements de **San Miguel, San Vicente, Chalatenango**, ainsi que sur la route panaméricaine dont le FMLN contrôle d'importants points entre **San Francisco Gotera** et la frontière du **Honduras**.

27 janvier : Opération « Martyres du Morazan héroïque ».

— Le 27 janvier, à 1 heure du matin, un commando du FMLN, à la base aérienne d'**Ilopango**, près de San Salvador, détruit 28 unités de combat des forces aériennes, soit 70 % du total (6 avions Fouga-Magister, 8 Ouragans, 6 avions 6-47, 8 hélicoptères Iroqui et une pièce anti-aérienne).

5 février. — Le Pentagone annonce la livraison au Salvador d'avions de haute technologie, pour remplacer ceux qui ont été détruits à Ilopango. Il s'agit d'avions de transport C-213, capables de transporter 69 soldats

pour des déplacements rapides, et possédant une autonomie de vol de 1 500 kms, d'avions de reconnaissance O-2 dotés d'équipements électroniques et destinés à coordonner des opérations combinées terrestres et aériennes, et de bombardiers A-37 Dragonfly perfectionnés pendant la guerre du Vietnam.

Réfugiés au Honduras. — Plus de 500 réfugiés salvadoriens du camp de **La Virtud** au Honduras, dénoncent leur déplacement dans des régions éloignées, et les conditions particulièrement répressives du nouveau camp situé à 57 kilomètres.

La mission des communautés évangéliques en RFA dénonce la politique de « nettoyage de frontière » que le gouvernement hondurien applique avec la complicité de la junte militaire et d'une organisation de l'Eglise catholique appelée « *Vision Mundial* », à laquelle appartiennent des membres de la police secrète hondurienne.

Nouveau massacre au Salvador. — 200 soldats de l'armée salvadorienne font irruption, le dimanche 31 janvier, dans le quartier de **San Antonio Abad** de la capitale, et y massacrent 27 habitants. Ce fait se produit moins de 72 h après que Reagan ait déclaré que la situation des droits de l'homme s'améliorait au Salvador.

Calendrier des manifestations

Sur la région parisienne

31 mars : de 19 h à 23 h, Meeting à la Mutualité, organisé par le groupe Femmes-Salvador, avec la projection du film :

« *El Salvador : un nouveau Vietnam* », et la participation artistique de Mercedes Sosa, Juan Saavedra et Iolocamba-I-TA. (groupe Salvadorien), pour la création en zone libérée d'un village destiné à accueillir 2 000 orphelins de guerre.

29 mars au 4 avril :

Semaine de Solidarité à Clichy-Levallois. Avec films, débats, pena, etc.

Fin mars :

Remise des pétitions à l'ambassade du Honduras, pour la libération des réfugiés arrêtés ou disparus, et pour réclamer la reconnaissance du « statut de réfugié de guerre ».

22 avril :

Meeting à la mutualité, en soutien à la résistance Salvadorienne et à la campagne financière, avec la projection du film : « La décision de vaincre » et une partie artistique.

23 avril :

Soirée de Solidarité à l'AGECA, (177, rue de Charonne Paris 11^e. M^o Alex. Dumas) avec participation de la Ligue des Droits de l'Homme et la projection du film : « Le Peuple vaincra ».

Fin avril :

Projection du film : « Le Rialto », organisée par le comité 19^e.

7 mai :

Bal-Folk, organisé par le Comité 18^e.

12 mai :

Meeting à la mutualité, à l'occasion du passage à Paris de la caravane anti-interventionniste.

6 juin :

Manifestation pour la venue de Reagan à Paris

En province

26 mars :

Meeting à Besançon.

27 mars :

Meeting à Nantes.

30 avril :

« 6 heures pour El Salvador » au PUY.

1^{er} mai :

Participation aux manifestations dans plusieurs villes : à Paris, Amiens, Reims, Millau, et d'autres.

4 mai :

« *Semaine du Cinéma* » à Besançon, avec la participation du Comité.

4 au 10 mai :

Passage de la Caravane Anti-interventionniste, à Nantes.

FARABUNDO

EL SALVADOR VAINCRA

Abonnements à Farabundo

- 6 numéros : 25 F
- Abonnement de soutien à partir de 50 F
- Abonnement + adhésion au Comité Salvador : à partir de 100 F

Formule d'abonnement

Nom :
 Prénom :
 Adresse :

 Somme versée :

Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador, 68 rue de Babylone, Paris 7^e.

- Abonnement seul
- Soutien
- Abonnement + adhésion

Le courant déchaîné

Avant son arrivée à la Maison Blanche, Ronald Reagan avec ses conseillers avait élaboré ce qu'il nommait « une nouvelle politique ». Il s'agissait pour lui d'endiguer la marche du « terrorisme international ». « Les peuples luttent pour la liberté politique, comme ils l'ont fait il y a 300 ans pour la

Liberté religieuse ; presque de la même manière qu'à cette époque les princes ne voient pas la brèche déjà ouverte, et tentent d'opposer des digues au courant déchaîné », ces mots ont été écrits en juin 1816 par Niethammer dans une lettre à son ami Hegel. On serait tenté d'écrire : de la même manière Reagan...

Les porte-paroles de l'impérialisme nord-américain ont déclenché ces dernières semaines une campagne d'intoxication assortie de menaces contre le peuple salvadorien. Ronald Reagan qui ne cesse d'accuser Cuba et le Nicaragua d'intervenir au Salvador, sans apporter aucune preuve, octroie lui une aide d'urgence de 55 millions de dollars à la junte pour remplacer les 28 appareils détruits le 27 janvier dernier par le FMLN. Les nouveaux chasseurs bombardiers de type A 37 déjà utilisés pendant la guerre du Vietnam, poétiquement surnommés « libellules » (dragon-fly), sont encore plus meurtriers et destructeurs que les précédents et d'un maniement inconnu des pilotes salvadoriens. Leur mise en service dans la guerre du Salvador implique que Reagan ait besoin d'envoyer les « conseillers » au champ de bataille. Alors que la junte a déjà dépassé le sinistre record de 30 000 morts, qui avait permis au dictateur Maximiliano Hernández d'anéantir le soulèvement populaire de 1932, Reagan vient de lui accorder un certificat de bonne conduite afin d'obtenir l'autorisation du congrès pour continuer les livraisons massives d'armes.

Cela signifie que le gouvernement nord-américain a entrepris une escalade dans sa politique interventionniste. Le cynisme avec lequel les dirigeants des Etats-Unis profèrent des menaces en relation à l'envoi des soldats américains au Salvador fait de celles-ci un danger réel.

Majorité candide et bienfaisance

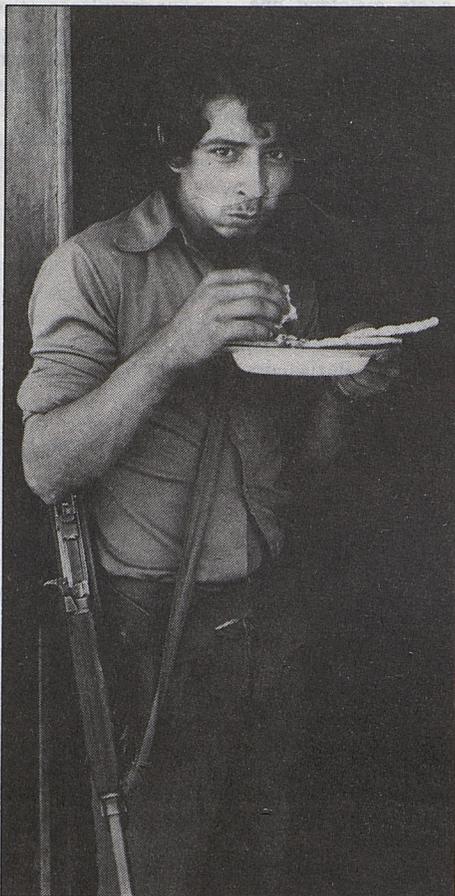
En effet, Haig, Enders, Walter Stossel ont chacun à leur façon et devant des auditoires différents, laissé entendre que les Etats-Unis seront contraints d'envoyer des troupes. L'argument avancé par Enders est plus que fallacieux : « Si après le Nicaragua, le Salvador tombe aux mains d'une minorité violente, qui pourra vivre sans peur en Amérique Centrale ? Pendant combien de temps les intérêts stratégiques des Etats-Unis — le canal, les voies maritimes, les fournitures de pétrole — seront-ils préservés ? »

Pour Enders, l'oligarchie et la clique militaire au pouvoir au Salvador constituent une majorité candide et bienfaisante. Mais, qui pratique le blocus, Cuba et le Nicaragua ou les Etats-Unis ? Est-ce un navire de guerre du FMLN qui brouille la Voix de l'Amérique, ou bien le destroyer nord-américain le CARON qui viole la souveraineté du peuple sal-

vadorien par sa présence dans les eaux territoriales du Salvador ?

L'escalade

Les révélations du *Washington Post* sur l'existence d'un plan élaboré et approuvé par Reagan pour accroître l'intervention directe au Salvador et l'étendre à d'autres pays de la région sont extrêmement préoccupantes. Les plans impérialistes non seulement constituent une violation au droit à l'auto-détermination des peuples centro-américains mais ils font courir un grave danger à la paix dans le monde. Les experts du Pentagone et de la CIA n'ont apparemment pas besoin de connaître l'histoire récente de leur pays pour être embauchés. Ou la sclérose serait-elle une



Un combattant du FMLN décidé à se battre pour l'autodétermination et contre l'intervention des Etats-Unis.

qualité requise par leur employeur ? J.F. Kennedy fut le premier à envoyer des conseillers au Viet-Nam, ses successeurs ont dû ouvrir un bureau chargé d'envoyer des messages de condoléances aux mères nord-américaines.

Plus que des menaces, des faits concrets caractérisent cette escalade interventionniste. L'aide militaire a plus que doublé par rapport à l'époque de Carter, selon la chaîne de télévision CBS, elle est passée de 72 à 174 millions de dollars pour l'année 1981. Thomas Enders déclarait il y a peu devant une commission du congrès que l'aide militaire à la junte salvadorienne pourrait atteindre cette année 300 millions de dollars. D'ores et déjà le Salvador est au quatrième rang parmi les pays bénéficiant d'une aide militaire américaine, tout juste après Israël, l'Egypte et la Turquie.

Des digues, toujours des digues

Au moment où la démonstration a été faite de l'engagement direct des conseillers militaires sur le champ de bataille, le Pentagone multiplie les efforts pour imposer à d'autres armées du continent une participation dans la guerre du Salvador. Les armées hondurienne et guatémaltèque interviennent régulièrement pour appuyer des contre-offensives de la junte sur les zones contrôlées par le FMLN le long des frontières des deux pays. Le réarmement du Honduras et la levée de l'embargo sur l'aide à la dictature guatémaltèque font partie de la stratégie impulsée par Reagan pour « endiguer le terrorisme » dans la région. Le stationnement de navires de guerre près des côtes honduriennes et les simulations de débarquement sont autant de menaces contre le Nicaragua et Cuba.

Le 7 février le quotidien argentin *La Prensa* a révélé que « 20 à 30 spécialistes en contre-insurrection assistent la junte salvadorienne » et que Buenos Aires serait « disposé à participer à un blocus du Nicaragua et de Cuba avec les Etats-Unis ».

Le mini-plan Marshall de Reagan n'est que le complément de sa politique d'agression contre les peuples de la région. Le plan économique présenté par le président des Etats-Unis vise les mêmes objectifs que celui de Kennedy « L'Alliance pour le progrès » : stopper les luttes de libération. Kennedy avait mis en œuvre son plan après la révolution cubaine, Reagan, après la victoire des Sandinistes. Des digues, toujours des digues contre le courant déchaîné. □

Guatemala : consolidation de l'unité révolutionnaire

En janvier dernier, les quatre organisations politico-militaires guatémaltèques : l'Armée guerillera des pauvres (EGP), les Forces armées rebelles (FAR), l'Organisation du peuple en armes (ORPA) et le parti guatémaltèque du travail (PGT) ont annoncé la constitution de l'Unité révolutionnaire guatémaltèque (UNRG). Au cours d'une conférence de presse tenue en février à Paris, deux représentantes de l'UNRG nous ont présenté la situation actuelle au Guatemala et les objectifs de cette nouvelle formation.

La crise que le pays connaît actuellement se manifeste à tous les niveaux : politique, économique et militaire. La crise économique présente plusieurs aspects : fuite massive de capitaux (plus du tiers du budget national), absence d'investissements, crise fiscale, crise totale du tourisme (troisième source de revenus du pays), décapitalisation de nombreuses entreprises (une centaine selon le propre gouvernement) et baisse du prix des produits d'exportation (dont le principal est le café) sur le marché mondial. Face à cette banqueroute économique, les prêts des organismes internationaux ne servent qu'à soutenir artificiellement ce système.

Sur le plan politique, la crise est encore plus frappante. Le régime de Lucas Garcia a perdu tout prestige et se retrouve isolé. Ce n'est que par la violence qu'il arrive à se maintenir au pouvoir ; il est connu au niveau international par sa politique de génocide (en moyenne 42 assassinats et disparitions par jour, 13 500 assassinats en 1981).

Intervention impérialiste

Aujourd'hui, tout comme dans d'autres pays de la région, l'administration Reagan soutient la farce électorale, afin de donner au régime un semblant de façade démocratique, lui permettant d'accroître son aide économique, politique et militaire.

Cependant, rien n'empêchera l'administration Reagan de maintenir son aide à ce régime corrompu ou à celui qui le remplacera. Avec ses alliés, elle essaie par tous les moyens d'étouffer et d'écraser le développement de la lutte populaire. Parmi ces derniers, il faut dénoncer l'intervention d'Israël, qui fournit des armes et des conseillers, celle du Chili et de l'Argentine, qui fournissent une assistance militaire et assurent l'entraînement de forces spéciales anti-guerilla pour les zones urbaines, ainsi que celle de Taiwan, spécialisé dans l'entraînement de forces anti-guerilla pour les zones rurales.

Ni la répression ni l'intervention militaire extérieure ne pourront contenir la lutte de tout un peuple qui s'étend aujourd'hui à presque tout le territoire national. En effet tous les secteurs populaires participent à la lutte : ouvriers, paysans, enseignants, professions libérales, habitants des bidonvilles, partis démocratiques et chrétiens. Un des aspects les plus importants de notre lutte, c'est la participation de 20 des 22 groupes indigènes.

Développement des luttes révolutionnaires

Les différentes formes de lutte sur le terrain militaire atteignent aujourd'hui des objectifs stratégiques tels que les routes principales du pays, la zone minière et pétrolière, les principales centrales hydroélectriques, les principales zones frontalières, toute la zone qui entoure la capitale, la capitale elle-même et les zones habitées par les grandes masses

paysannes. Depuis le début de cette année, grâce à un développement important de la lutte, les forces révolutionnaires, démocratiques et patriotiques affrontent le régime à un niveau d'égalité de forces sur le terrain militaire. Le peuple s'affronte avec des pierres et des bâtons aux armes israéliennes et nord-américaines, aux soldats entraînés au Chili, en Argentine, à Taiwan. C'est dans ce contexte que les organisations révolutionnaires guatémaltèques ont mis sur pied une plate-forme politique. Notre processus d'unité se développe depuis plusieurs années. Les luttes de l'année 1981 ont été marquées notamment par l'impulsion conjointe de l'avancée stratégique dans le pays, par la généralisation et l'extension de la lutte dans tout le territoire, objectif qui a été entièrement atteint. Maintenant dans la plate-forme unitaire du début de cette année, nous annonçons la consolidation de cette unité révolutionnaire. Nous y faisons un appel à toutes les forces et secteurs sociaux du pays à conformer un grand front large au niveau national avec toutes les forces qui impulsent la guerre populaire, afin de battre le régime et constituer au Guatemala un gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique. Nous annonçons également dans cette plateforme les cinq points principaux de notre programme de gouvernement (voir encadré). Nous croyons que ces cinq points résument les aspirations fondamentales de notre peuple, et correspondent à nos possibilités réelles de résoudre les problèmes du pays.

Un million pour la résistance salvadorienne

Au Salvador, c'est tout un peuple qui lutte pour son autodétermination et contre la politique génocide de la junte civico-militaire responsable de plus de 30 000 victimes en deux ans.

Pour maintenir la junte au pouvoir, l'administration Reagan intervient militairement par la fourniture d'armes et l'envoi de conseillers militaires.

Pourtant, les forces révolutionnaires et démocratiques réunies dans le FMLN-FDR remportent des victoires et assurent le contrôle politico-militaire de larges parties du territoire. C'est pour répondre aux besoins des combattants et de la population civile des zones contrôlées par le FMLN-FDR, que nous lançons une campagne financière, nationale.

- Contre la malnutrition,
- Pour la santé, l'équipement et l'alphabétisation.

Coordination Nationale des Comités de Solidarité avec le peuple d'El Salvador

Premiers signataires soutenant cet appel :

Nuri ALBALA, Louis ARAGON, Maurice BARTH, Simone de BEAUVOIR, Pierre BERCIS, Huguette BOUCHARDEAU, Bernard BOUDOURESQUES, Claude BOURDET, Jean BRUHAT, Christine BUCI-GLUCKSAN, William BURCHETT, Jean CARDONNEL, Georges CASALIS, Jacques CHATAIGNER, Julio CORTAZAR, Jacques DEBU-BRIDEL, Gilles DELEUZE, Pierre EMMANUEL, Jean-Jacques de FELICE, Antoinette FOUQUE, Jean FREYSS, José GAMARRA, Costa GAVRAS, Jean-Paul GAY, Félix GUATTARI, Giselle HALIMI, Pierre JALEE, André JEANSSON, Edmond JOUVE, Alain JOXE, Alain KRIVINE, Victor LEDUC, Arthur LONDON, Lise LONDON, Michael LOWY, Armand MATTELART, Michèle MATTELARD, Pierre VIDAL-NACQUET, Bernard RAVENEL, Michelle RAY-GAVRAS, Willy ROSENBAUM, Antoine SANGUINETTI, Léon SCHWARTZ, Albert BER, Vladimir YAN-

la date du 24 mars

ne »

N°/4043008640 à

Babylone 75007